

classes dirigeantes de la Grande-Bretagne. Ce point ne laisse pas de compter. Le Canada, à titre de nation autonome, a le droit, le devoir dirais-je, de s'orienter comme il l'entend. Je me propose de revenir plus longuement sur ce point.

Le premier ministre a rendu hommage aux idéals et aux institutions britanniques, et nous nous joignons tous à lui. C'est là plutôt que dans la marine britannique que je vois la vraie puissance de la Grande-Bretagne, et on ne devrait pas tenter de nous faire croire que c'est uniquement à ses forces militaires qu'elle la doit. En réalité, l'Empire britannique fut en grande partie conquis par la force et maintenu en grande partie par la force. On pourra réclamer pour les expéditions militaires britanniques qu'elles furent moins barbares que celles d'autres grands empires. On pourra soutenir que la domination britannique s'est avérée bienfaisante, mais cela n'enlève rien à la réalité dominante de la force employée à la conquête de l'Empire et à son maintien. "Britannia rules the waves", par sa forme tout au moins, ne diffère pas sensiblement de "Deutschland über alles". Il nous sied mal de dénoncer chez les autres les méthodes qui ne diffèrent guère de celles de notre empire à une époque antérieure. Le premier ministre a déclaré aujourd'hui que la Grande-Bretagne n'entretenait aucune ambition territoriale; en effet, elle compte parmi les nations satisfaites, mais la lutte entre les possédants et les non possédants durera jusqu'à ce que les nations du monde aient appris l'essentielle communauté d'intérêts entre elles et qu'elles aient adopté une forme quelconque de coopération administrative.

Nous avons cru avoir trouvé dans la Société des Nations au moins un commencement d'organisation mondiale. Hélas, les Etats-Unis se sont retirés, les grandes nations n'ont pas voulu subordonner leurs intérêts à l'intérêt commun ni même reconnaître une autorité supérieure à la souveraineté nationale, et la Société a donc ainsi largement failli à sa tâche. On vit donc revenir la politique de la force, politique où dominent les intérêts de classe, et, comme résultat, les événements de Mandchourie, d'Ethiopie, d'Autriche, de Chine, de Munich, de Tchécoslovaquie, d'Espagne. J'ai entendu dire à un britannique en vue, il n'y a pas si longtemps, que les propriétaires fonciers en Grande-Bretagne avaient craint chez les républicains espagnols une trop grande influence de la gauche, ce qui les retint de s'opposer à Franco. Point de vue révélateur. Madrid est maintenant tombée et un bloc d'Etats totalitaires s'est formé. A mon avis, la politique du gouvernement britannique actuel est une suite de faux-pas. Pourtant

[M. Woodsworth.]

Chamberlain tient toujours la barre. Pourquoi le Canada y serait-il entraîné?

Le Canada doit prendre sa part de responsabilité de la situation actuelle. Il nous faut bien admettre, je pense, que nous n'avons pas pris bien au sérieux nos responsabilités au sein de la Société des Nations.

D'autres points sont à considérer. J'ai une coupure d'une nouvelle de la Presse canadienne, venant de Londres, et portant la date du 21 février. M. A. Edwards, député, s'est plaint aux Communes que, "deux jours avant que Hitler ait menacé de marcher sur la Tchécoslovaquie, 400 tonnes de cuivre canadien arrivaient aux ports allemands". M. Edwards prit pour acquis que le dominion était aussi loyal envers l'Empire que la Grande-Bretagne elle-même et voulait que le Secrétaire pour les dominions s'occupât de la question. Et voici les observations des fonctionnaires de notre ministère du Revenu national sur cette plainte:

Le Canada sous ce rapport se trouve dans la même situation que tous les autres pays ayant des matières premières à vendre. Le dominion n'a pas mis d'embargo sur l'exportation en Allemagne d'un produit quelconque. Il existe un embargo sur l'exportation de munitions en Espagne, mais pas en Allemagne.

Devant ces choses je courbe la tête de honte, pour ensuite bondir d'indignation. J'ai réclamé avec insistance, il y a quelques jours, et je réclame encore, d'interdire immédiatement l'envoi de matériel de guerre à l'Allemagne et au Japon. Il est bel et bon de se réfugier dans une béate satisfaction; je sais que l'on pourrait mettre de l'avant certaines difficultés d'ordre administratif, mais nous devrions tout faire, comme il nous incomberait en cas de guerre, afin d'interdire l'envoi de matériel de guerre en Allemagne ou au Japon.

J'ai aussi préconisé, et je préconise une fois de plus, qu'à l'instar des Etats-Unis, nous imposions une surtaxe sur l'importation des produits allemands.

Apparemment, le premier ministre et le chef de l'opposition sont tous deux opposés à la conscription. Mais je n'hésite pas à déclarer qu'advenant de notre part une réelle participation à la guerre, la conscription sera inévitable.

M. WERMENLINGER: Sous quelle forme?

M. WOODSWORTH: La même que la dernière fois: nous y serions forcés.

M. WERMENLINGER: Je prends la responsabilité de mes paroles.

M. WOODSWORTH: Passons. Je formule une opinion. Le cas s'est déjà présenté, chez nous comme ailleurs. Si la guerre nous menace nous devons avoir la conscription.

M. VIEN: La dernière fois il s'agissait surtout de politique.